

Cote du document: EB 2010/101/R.61/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 14 d) iii)  
Date: 15 décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le

### Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Enrique Murguía**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2431  
courriel: [e.murguia@ifad.org](mailto:e.murguia@ifad.org)

##### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**  
Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	2
C. Groupe cible et participation	3
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	4
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	5
H. Avantages et justification économique et financière	6
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	6
J. Principaux risques	7
K. Durabilité	7
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>7</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>7</b>
<b>Annexe</b>	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	8
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
ProRural	Programme national de développement rural

## Carte de la zone du programme

### The Republic of Guatemala

Sustainable Rural Development Programme in El Quiché (QUICHE)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Guatemala

### Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République du Guatemala
<b>Organisme d'exécution:</b>	Fonds national pour la paix (FONAPAZ)
<b>Coût total du programme:</b>	41,1 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	10,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,5 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque semestre par le Fonds
<b>Cofinancier:</b>	Fonds de l'OPEP pour le développement international
<b>Montant du cofinancement:</b>	15,0 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Parallèles
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	4,0 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	5,1 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## **Recommandation pour approbation**

À sa quatre-vingt-dix-neuvième session, le Conseil d'administration a examiné la proposition de programme exposée dans le document EB/2010/99/R.25/Rev.1 et a adopté la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (10 900 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

Alors que les négociations n'avaient pas été menées à terme avant l'examen de la proposition par le Conseil d'administration, celui-ci a approuvé le prêt et le don à la République du Guatemala, sous réserve que les négociations aboutissent dans un délai de six mois à compter de l'approbation par le Conseil d'administration, et à condition que toute modification de fond apportée aux conditions présentées à la quatre-vingt-dix-neuvième session soit portée à l'attention du Conseil d'administration lors d'une prochaine session.

Cependant, en raison de la violente tempête tropicale (Agatha) qui a frappé le pays en mai 2010, les négociations n'ont été achevées qu'au début de décembre 2010, soit au-delà du délai de six mois fixé par le Conseil d'administration à titre de condition impérative de l'approbation du financement proposé. De ce fait, l'autorisation accordée par le Conseil d'administration a expiré avant qu'il ait été possible de mener les négociations à leur terme.

Le Conseil d'administration est par conséquent invité à approuver de nouveau la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Guatemala pour le Programme de développement rural durable dans le département du Quiché telle qu'elle figure au paragraphe 35, notant que les seules modifications de fond concernent le montant exprimé en DTS (en raison de l'évolution des taux de change) et l'organisme d'exécution (le Fonds national pour la paix [FONAPAZ] en remplacement du Fonds national de développement [FONADES]).

## **Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le Programme de développement rural durable dans le département du Quiché**

### **I. Le programme**

#### **A. Principal créneau de développement visé par le programme**

1. Le programme étend la présence du FIDA dans le pays, consolidant les initiatives productives, les chaînes de valeur et les filières commerciales établies dans le cadre du Programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), qui a pris fin en 2007. Il facilite également la planification locale et territoriale, renforçant ainsi le Programme national de développement rural

(ProRural) du Gouvernement guatémaltèque. L'opération se concentre sur l'accès aux marchés et la création d'entreprises agricoles et non agricoles en faveur des petits paysans et des microentrepreneurs en milieu rural, de manière à accroître la production, l'emploi et les revenus. La stratégie consiste à privilégier les articulations avec le secteur privé pour favoriser une production durable et de qualité, des possibilités de commercialisation, y compris à l'export, et le développement technologique.

## **B. Financement proposé**

### **Modalités et conditions**

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Guatemala un prêt d'un montant de 10,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,5 millions d'USD) à des conditions ordinaires, et un don d'un montant de 0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD), pour contribuer au financement du Programme de développement rural durable dans le département du Quiché. Ce prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque semestre par le Fonds.

### **Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA**

3. L'allocation fixée pour la République du Guatemala au titre du SAFP est de 17,9 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012).

### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

4. La dette extérieure du Guatemala étant gérée de façon rigoureuse, le pays est tout à fait en mesure d'absorber le prêt proposé. La capacité du gouvernement à assurer le service de la dette publique est également satisfaisante. Le Guatemala a bénéficié de huit prêts du FIDA, approuvés entre 1984 et 2008, pour un montant total de 82,1 millions de DTS (soit en moyenne 10,3 millions de DTS par prêt). Trois prêts sont actuellement en cours, et le programme de développement rural durable dans la région Nord, approuvé en décembre 2008, devrait être ratifié par l'Assemblée nationale. Le bilan du pays en matière de remboursement est satisfaisant.

### **Flux de fonds**

5. Les fonds du prêt et du don du FIDA seront versés, par l'intermédiaire du compte extérieur des prêts du Trésor public (*Cuenta Única*), sur deux comptes secondaires (un pour le prêt et un pour le don), puis transférés sur un compte de programme pour le financement des activités courantes, conformément au programme de travail et budget annuel.

### **Modalités de supervision**

6. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

7. Aucune dérogation n'est prévue.

### **Gouvernance**

8. Les mesures suivantes sont prévues pour renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) réalisation d'un audit social plus approfondi par les conseils de développement des municipalités et des communautés, et amélioration de la planification au niveau municipal; ii) programmation annuelle d'audits indépendants conformément aux directives du FIDA en la matière; iii) mise au point d'un manuel opérationnel cohérent pour l'allocation des fonds d'investissement commun destinés à la création d'entreprises, à l'ajout de valeur et à d'autres initiatives; et iv) constitution d'une équipe de gestion du programme dynamique dans le pays et renforcement de la présence du FIDA au Guatemala.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

9. Le groupe cible, formé de membres des populations autochtones et d'habitants des zones rurales, comprend: des paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou qui commencent à pratiquer une agriculture commerciale à petite échelle; des familles rurales sans terres dont les membres sont contraints de travailler comme salariés agricoles; de petits opérateurs commerciaux et des microentrepreneurs (agricoles et non agricoles); des artisans traditionnels; et des femmes et des jeunes. Parmi eux, on estime que 37 000 ménages environ bénéficieront directement du programme, tandis que 40 000 autres en tireront des avantages indirects, notamment grâce à l'amélioration de la planification territoriale, de l'infrastructure sociale et des routes rurales.

### **Méthode de ciblage**

10. Afin de répondre aux besoins particuliers des populations autochtones et des autres groupes cibles, conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme multipliera les investissements dans un certain nombre de municipalités et de communautés prioritaires ne bénéficiant à l'heure actuelle d'aucun projet de développement (stratégie d'insertion). Il complétera également les activités entreprises dans les zones plus développées qui étaient couvertes par le programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), au titre d'une stratégie de consolidation des entreprises et d'accès aux marchés pour les microentreprises (modernisation rurale et compétitivité). Le ciblage entend aussi: i) garantir la participation des conseils communautaires et municipaux représentatifs au choix des domaines d'intervention et des groupes sociaux; ii) donner aux bénéficiaires, y compris aux femmes, la possibilité de prendre une part active aux décisions relatives au programme; et iii) faciliter l'accès des associations de producteurs à l'appui fourni au développement de la production et des entreprises.

### **Participation**

11. Les bénéficiaires seront associés: i) aux activités des conseils communautaires et municipaux renforcés; ii) au diagnostic participatif et à la planification stratégique au niveau des communautés, des municipalités et des départements; iii) au suivi et à l'évaluation (S&E) du programme, en visant des objectifs établis pour chaque sexe; et iv) aux travaux du comité de pilotage du programme et des autres organes de décision. L'infrastructure sociale communautaire réduira la charge de travail des femmes, leur permettant ainsi de participer au programme.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. Le programme contribuera à accroître les revenus et l'emploi des groupes cibles autochtones et ruraux du département du Quiché. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) favoriser un accès plus large aux marchés nationaux et extérieurs, en renforçant les capacités réelles de production, de commercialisation et d'entreprise des groupes économiques organisés, ainsi qu'en créant des entreprises rurales (agricoles et non agricoles) ou en modernisant celles qui existent déjà, moyennant des liens avec le secteur privé. L'amélioration des routes rurales, l'élargissement de l'infrastructure de production et d'ajout de valeur et la fourniture de services financiers ruraux liés aux marchés constitueront un appui supplémentaire; et ii) contribuer à développer le capital social et humain, en renforçant les capacités d'organisation et de décision des communautés et de leurs conseils de développement, de même qu'en améliorant la planification municipale et la gestion des ressources naturelles. L'infrastructure sociale et les dispositifs permettant d'économiser la main-d'œuvre féminine seront également mis en avant.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Du point de vue du programme de pays, les investissements proposés ont pour but de faciliter la mise en œuvre et la coordination des programmes de développement rural et l'harmonisation des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le programme prévoit pour cela: i) l'extension et la consolidation de ProRural, sous l'égide du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'élevage; ii) la réactivation des tables rondes dévolues à la concertation; et iii) la consolidation des alliances stratégiques clés avec les organisations internationales de développement, les pouvoirs publics, la société civile et les grands organismes privés tels que l'Association des exportateurs guatémaltèques.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Conformément au Programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays (COSOP), axé sur les résultats, pour la période 2008-2012, ainsi qu'au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, le programme favorisera notamment l'accès des groupes cibles: i) aux marchés nationaux et régionaux dans le contexte de la libéralisation des échanges et des perspectives et risques qui l'accompagnent; ii) à l'emploi, aux services financiers ruraux et aux mécanismes de création d'activités et d'entreprises en milieu rural; iii) aux routes rurales et aux infrastructures sociales; et iv) aux techniques de production agricole durable.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

15. Le développement rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté font partie des priorités énoncées dans le plan gouvernemental du pays pour la période 2008-2011. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont aussi au cœur des préoccupations, en particulier: i) l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté dans les zones rurales et au sein des communautés autochtones; ii) le développement d'un secteur agricole rentable, compétitif, diversifié et tourné vers l'exportation; et iii) la remise en état des ressources naturelles et la réduction de la vulnérabilité du pays en cas de catastrophe naturelle.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Le programme proposé correspond parfaitement aux priorités que le gouvernement assigne à la coopération internationale en ce qui concerne le développement rural, la sécurité alimentaire, la parité entre les sexes, l'équité interculturelle et la gestion de l'environnement. Globalement, la stratégie d'intervention du FIDA au Guatemala est fondée sur l'établissement de partenariats avec le secteur privé, la coopération avec les donateurs et le respect des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est un partenaire qui a déjà cofinancé à plusieurs reprises les interventions du FIDA au Guatemala. On attend beaucoup par ailleurs de l'expérience acquise dans le cadre du programme de développement économique rural (Banque mondiale/Banque interaméricaine de développement) et du partenariat entre l'Agence danoise de développement international, l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Association des exportateurs guatémaltèques et le FIDA, en ce qui concerne le rôle que peut jouer le secteur privé pour faciliter l'accès aux marchés et les initiatives économiques rurales. De même, il existe des possibilités de collaboration et de mise en commun des expériences avec l'Agence espagnole de coopération internationale et l'Union européenne sur les questions se rapportant à l'administration locale et municipale.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

17. Le programme comprend trois composantes: i) accès aux marchés (72% du coût de base); ii) renforcement organisationnel et développement territorial (21%); et iii) gestion du programme (7%).



### **Catégories de dépenses**

18. Il y a sept catégories de dépenses: i) infrastructures (30% du coût de base); ii) véhicules et équipements (1%); iii) formation et diffusion d'informations (9%); iv) contrats de services (15%); v) fonds d'investissement commun (33%); vi) salaires (8%); et vii) coûts d'exploitation (4%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. Les principaux partenaires d'exécution sont: les municipalités qui participent à la promotion du développement et de la planification aux niveaux local/territorial; les organisations sociales et économiques de la population cible, notamment celles qui prennent part à des tâches spécifiques et fournissent des services techniques sur le terrain; les conseils communautaires, municipaux et départementaux associés au ciblage et à l'audit social; les institutions de microfinance rurale qui proposent des formations et des services financiers ruraux; les autorités coutumières et les organisations paysannes des communautés autochtones, qui garantissent la transparence de l'exécution; des organismes publics, tels que le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, qui contribuent à l'éducation relative à l'environnement; et les entités du secteur privé qui participent, entre autres activités, à l'élaboration des plans d'entreprise et à la promotion des exportations.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. L'exécution du programme sera confiée à une unité de gestion du programme, placée sous la responsabilité du FONAPAZ, qui définira les orientations, la stratégie et les modalités de gestion. L'exécution fera par ailleurs l'objet d'une coordination étroite avec les opérations de ProRural sur le terrain et sera partagée avec d'autres entreprises et prestataires de services spécialisés, notamment techniques et financiers.

### **Rôle de l'assistance technique**

21. Le développement du capital humain et social occupe une place centrale dans le programme. L'objectif est de faire en sorte que les bénéficiaires puissent acquérir les capacités requises, sur le plan de l'organisation et de l'exécution, pour tirer pleinement profit des possibilités offertes par le programme, selon une logique d'apprentissage par la pratique au quotidien. Un soutien technique adapté est prévu pour faciliter cette démarche de mise en œuvre et d'autonomisation.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

22. Outre l'accord de financement, le programme sera régi par les accords d'exécution suivants: i) règlements des fonds d'investissement commun pour l'accès aux marchés, l'innovation dans le domaine des services financiers ruraux, etc.; ii) conventions d'exécution avec les entités privées chargées de la promotion des exportations ainsi que de la création et de l'accompagnement des entreprises rurales; et iii) accords de collaboration avec les conseils de développement et les municipalités.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du programme est de 41,1 millions d'USD sur une période de six ans. Il sera financé par le FIDA (41%), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (37%), le gouvernement (10%) et les bénéficiaires (12%). Le FIDA accordera un prêt d'environ 16,5 millions d'USD et un don d'environ 0,5 million d'USD, et le Fonds de l'OPEP un prêt de 15,0 millions d'USD, tandis que le gouvernement apportera 4,0 millions d'USD et les bénéficiaires environ 5,1 millions d'USD, investis dans leurs projets de production et la consolidation de leurs entreprises.

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

24. Les principaux avantages sont les suivants: i) transformation des activités à faible rendement existantes en activités rurales durables exercées dans le cadre d'entreprises ayant accès aux marchés, aux sources d'investissement et à l'assistance technique tout au long de la chaîne de valeur; ii) amélioration de l'emploi, des revenus et de la sécurité alimentaire; iii) atténuation de la dégradation des sols et réduction de la vulnérabilité de l'environnement face au changement climatique; iv) développement des infrastructures sociales et du réseau routier rural; et v) renforcement de la planification municipale et élargissement de la concertation nationale.

### **Viabilité économique et financière**

25. La majeure partie des ressources sera investie dans les parcelles irriguées, les projets de production/d'ajout de valeur, les entreprises rurales et le renforcement des capacités, activités dont bénéficieront directement les groupes cibles. Une analyse systématique tenant compte de l'insertion d'unités de production et de microentreprises types dans les chaînes de valeur (avec ou sans investissements) montre que les investissements dans ces activités génératrices de revenus sont rentables: leur valeur actualisée nette est globalement positive et le projet a un taux de rendement interne de 27,9%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

26. Le programme prévoit des mesures afin de capitaliser et de diffuser les connaissances et les données d'expérience qui résulteront de son exécution. Il s'agira notamment de réaliser des études de référence et des études de cas et de nouer des relations institutionnelles avec les réseaux d'apprentissage régionaux et les projets du FIDA en cours. L'accent sera mis en particulier sur l'échange d'enseignements tirés de l'expérience en matière d'accès aux marchés et de développement des entreprises ainsi que de services financiers ruraux innovants. Des supports de formation et de suivi-évaluation (S&E) seront proposés sous forme imprimée et numérique et diffusés en ligne sur Internet, en espagnol et dans les langues autochtones selon les publics visés. On encouragera la diffusion d'émissions de radio bilingues.

### **Innovations en matière de développement**

27. Le programme apportera les innovations suivantes: i) une double stratégie visant à la fois l'insertion dans le développement et la modernisation des zones rurales, moyennant des interventions adaptées au niveau de développement des diverses communautés et régions; ii) une démarche qui privilégie les liens avec le secteur privé, l'accès aux marchés et la création d'entreprises rurales; iii) le renforcement des alliances stratégiques avec le secteur privé; et iv) la promotion d'associations d'entrepreneurs autochtones.

### **Approche d'élargissement**

28. La double stratégie du programme et ses nouvelles modalités d'intervention répondent aux contraintes qui pèsent généralement sur le développement dans d'autres régions du pays. Les connaissances qu'elles permettront d'acquérir au sujet du modèle des liens avec les entreprises et de la manière dont les partenariats avec le secteur privé peuvent promouvoir l'accès aux marchés permettront d'envisager la reproduction des interventions et leur transposition à plus grande échelle, non seulement à l'intérieur du Guatemala, mais aussi dans d'autres pays d'Amérique centrale.

## J. Principaux risques

### Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le principal risque auquel le programme est confronté tient au délai à prévoir pour la ratification de l'accord de prêt par l'Assemblée nationale, sachant qu'un tel retard a déjà été observé dans le passé. Pour parer à cette éventualité, il est prévu d'informer régulièrement les principaux organes législatifs et décisionnaires sur les objectifs du programme, dans le contexte d'une concertation nationale accrue et d'une supervision directe.

### Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé dans la catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

## K. Durabilité

31. La viabilité des services du programme sur le long terme dépend essentiellement des facteurs suivants: i) la capacité des bénéficiaires, par l'intermédiaire de leurs organisations et de leurs associations économiques, à gérer leurs propres projets et à entretenir des liens solides avec les marchés et avec leurs interlocuteurs des secteurs public et privé; ii) l'institutionnalisation du processus de planification municipale participative; et iii) la consolidation de ProRural.

## II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Guatemala et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (10 850 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Convenio de financiación negociado: "Programa de Desarrollo Rural Sustentable en El Quiché"

(Negociaciones concluidas el 6 de diciembre de 2010)

Número del Préstamo: \_\_\_\_\_

Número de la Donación: \_\_\_\_\_

Programa de Desarrollo Rural Sustentable en El Quiché (el "Programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

la República de Guatemala (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

### Preámbulo

El Prestatario/Receptor se propone obtener del Fondo de Desarrollo Internacional de la Organización de los Países exportadores de Petróleo ("OPEP") un Préstamo por la cantidad principal de aproximadamente USD 15 000 000 para ayudar a financiar el Programa conforme a las condiciones establecidas en un Convenio (el "Convenio OPEP") a suscribirse entre el Prestatario/Receptor y la OPEP.

### Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la descripción y las disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1) y el cuadro de asignaciones (Anexo 2).
2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "condiciones generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las condiciones generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación al Prestatario/Receptor (la "Financiación"), que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

### Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de DEG 10 850 000.  
B. El monto de la Donación es de DEG 330 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias por un plazo de 18 años incluyendo un período de gracia de tres (3) a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos. La tasa de interés será el tipo de interés de referencia del Fondo.

3. La moneda de pago del servicio del Préstamo será en dólares de los Estados Unidos de América.
4. El primer día del ejercicio financiero aplicable será el 1º de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto.
6. El Prestatario/Receptor, dentro de la cuenta única existente en el Banco de Guatemala por la Tesorería Nacional ("cuenta única"), identificará dos cuentas secundarias a nombre del Programa, una para dar seguimiento a la utilización de los recursos del Préstamo y la otra para dar seguimiento a la utilización de los recursos de la Donación ("cuenta secundarias").
7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por el monto de aproximadamente cuatro millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD 4 000 000) que serán utilizados para cubrir los costos de impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo al Préstamo.

### **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Programa será el Fondo Nacional para la Paz ("FONAPAZ"), adscrito a la Presidencia de la República, quien asumirá la responsabilidad general de la ejecución del Programa.
2. La fecha de terminación del Programa será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio o cualquier fecha posterior que el Fondo haya determinado y comunicado al Prestatario/Receptor.

### **Sección D**

El Préstamo y el Programa serán supervisados por el Fondo.

### **Sección E**

1. Se considera que son motivos adicionales para la suspensión del presente Convenio los siguientes: que el manual de operaciones del programa, o cualquiera de sus disposiciones, haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:
  - a) que el Prestatario/Receptor haya debidamente abierto las cuentas secundarias dentro de la cuenta única para el Préstamo y la Donación; y
  - b) que el Organismo Responsable del Programa haya constituido la unidad gerencial del Programa ("UGP") de conformidad con el apéndice 1 párrafo 2.1 de este Convenio.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Fondo:

El Presidente  
Fondo Internacional de  
Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministerio de Finanzas Públicas  
8 Av. Y 21ª Calle Zona 1  
Centro Cívico  
Edificio de Finanzas Públicas  
01001 Guatemala Ciudad –  
Guatemala, C.A

Organismo Responsable del Programa:

Fondo Nacional para la Paz (FONAPAZ)  
6 Av. 9-51 Zona 9  
01009 Guatemala Ciudad,  
Guatemala, C.A.

El presente Convenio, de fecha \_\_\_\_\_, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario/Receptor.

\_\_\_\_\_  
Por el Fondo

\_\_\_\_\_  
Por el Prestatario/Receptor

## Anexo 1

### *Descripción del Programa y disposiciones de ejecución*

#### I. Descripción del Programa

1. *Población objetivo/usuarios.* Los grupos-objetivo identificados de pobladores indígenas y rurales, incluyen: Productores agropecuarios de subsistencia, productores agropecuarios comerciales emergentes y consolidados familias rurales sin tierra, jornaleros agrícolas, pequeños y micro-empresarios rurales (agropecuarios y no agropecuarios), artífices de productos culturales y elementos de artesanía tradicional, y mujeres y jóvenes. El área geográfica del Programa está constituida por 20 municipios del Departamento de El Quiché ("área del Programa").
2. *Meta.* La meta del Programa es el de ser un factor que contribuya en la lucha contra la pobreza y el mejoramiento de las condiciones de vida de las poblaciones indígenas y rurales del Departamento de El Quiché. El objetivo general es que las organizaciones de productores mejoren sus oportunidades de generación de ingresos y empleo, propiciando el acceso de las empresas y negocios rurales competitivos a los mercados nacionales y externos.
3. *Objetivos.* Los objetivos del Programa incluirán:
  - a) Apoyar el mayor acceso a los mercados, facilitando el desarrollo y fortalecimiento de las capacidades organizativas, empresariales, productivas y comerciales de los usuarios, intensificando la producción, creando y modernizando empresas y negocios rurales (agropecuarios, no-agropecuarios y de agro-transformación/ agregación de valor) con un enfoque de encadenamientos empresariales;
  - b) Rehabilitar las vías rurales de acceso, y expandir la infraestructura productiva y de agregación de valor para la comercialización y la exportación;
  - c) Facilitar el acceso de los productores organizados a fuentes de financiamiento existentes, a la vez que se propicia la vinculación de entidades oferentes con usuarios demandantes de servicios financieros rurales en el área del Programa;
  - d) Contribuir al mejoramiento del capital social y humano, fortaleciendo las capacidades organizativas de las comunidades, y de administración/gestión y toma de decisiones para el desarrollo local y municipal, además de la inversión en elementos de infraestructura social básica, y
  - e) Fortalecer la capacidad de los gobiernos locales y municipales para la gestión efectiva del desarrollo rural territorial, la gestión de los recursos naturales y la reducción de la vulnerabilidad.
4. *Componentes.* Además del componente de gestión del Programa que abarca acciones de planificación, SyE y asesoría en genero, el Programa incluye los siguientes componentes:
  - A. ACCESO A MERCADOS
    - A.1. Los objetivos del componente son: i) desarrollar y consolidar organizaciones de productores para que estas establezcan y manejen negocios rurales competitivamente; ii) desarrollar planes de encadenamientos eco-empresariales con asociaciones de productores vinculados a los mercados nacionales e internacionales

para la generación de empleo e ingresos; iii) modernizar la producción de hortalizas bajo riego en El Quiché a través de la reconversión y equipamiento de un número significativo de hectáreas de riego por goteo; iv) facilitar el acceso a los mercados de organizaciones de productores a través de la construcción y equipamiento de centros de acopio para la agregación de valor (recepción, selección y empaque) de cultivos para la exportación; y v) mejorar la seguridad alimentaria del grupo objetivo y la protección del medioambiente a través de la implementación de obras de conservación de suelos y la transferencia de técnicas de cultivo conservacionista. Se propiciarán, además, formas más eficientes para la producción de leña, y la protección de sitios de recarga hídrica.

A.2. El componente se ejecutará a través de las siguientes líneas de acción: i) servicios técnicos y empresariales rurales; ii) fondos de capitalización (FC); iii) ejecución para la producción sustentable y la seguridad alimentaria; iv) servicios financieros rurales (SFR), y v) caminos rurales de acceso. Las tres primeras están directamente involucradas en los procesos de encadenamiento empresarial, y se describen en esta sección. Los SFR y los caminos rurales, como actividades complementarias, de apoyo, se analizan modularmente como subcomponentes, por separado.

A.3. La estrategia del componente para el fomento del acceso a los mercados y el desarrollo de negocios y microempresas rurales competitivas se fundamenta en la formulación y el establecimiento, apoyo, SyE de **planes de encadenamientos empresariales** concretos. Estos planes de encadenamientos son mecanismos integrales de apoyo para el establecimiento y consolidación de empresas rurales, basados en 'planes de negocios' consistentes los que contemplan los aspectos empresariales, productivos, comerciales y de medio ambiente. Tomando como punto de partida las señales de precios y demandas del mercado, los planes de encadenamientos empresariales se concretan en la práctica a través del diseño del perfil de las empresas y de su ejecución por medio de las inversiones requeridas y de la provisión de asistencia técnica en cada uno de los eslabones de las cadenas de valor.

La estrategia integral de acceso a los mercados y desarrollo de encadenamientos empresariales, basada en la provisión de servicios técnicos y empresariales rurales y en fondos de capitalización, contempla también: i) la rehabilitación y mejoramiento de vías rurales de acceso con enfoque de apoyo a la comercialización; y ii) la facilitación de mecanismos para la innovación y expansión de los servicios financieros rurales.

A.4. **Servicios técnicos y empresariales rurales.** Los servicios técnicos y empresariales rurales son el motor de la estrategia de acceso a mercados y de la ejecución efectiva de los planes de encadenamientos empresariales. Estos servicios serán de un amplio espectro de especialización, de acuerdo a las necesidades diferenciadas de los diversos grupos-objetivo, y los niveles de requerimiento de acuerdo con las demandas técnicas de las asociaciones de productores y de sus empresas. A través de esta línea de acción se fomentará la oferta y demanda de servicios técnicos y empresariales rurales, a ser realizados por entidades prestadoras de servicios en el área del Programa, contribuyendo a la reactivación de las economías locales.

A.5. **Fondos de capitalización.** Los objetivos específicos de los fondos de capitalización, dentro del componente de acceso a mercados y desarrollo de encadenamientos empresariales, son: i) capitalizar directamente a los planes de encadenamiento empresarial de las asociaciones de productores, de modo de concretarlos en empresas operativas y competitivas, generadoras de producción, valor agregado y empleo; ii) facilitar el mejoramiento de la capacidad productiva



primaria de manera sustentable, y la conservación de medio ambiente por parte de las pequeñas unidades de producción; y iii) facilitar el desarrollo de la oferta y la demanda de servicios financieros en el ámbito de las asociaciones de productores, por medio de su capitalización, el uso de herramientas financieras y la vinculación a los sistemas financieros formales.

**A.6. Ejecución para la producción sustentable y la seguridad alimentaria.**

La sensibilización y la educación ambiental a las comunidades rurales, la promoción y seguimiento a los comités ambientales, y la capacitación y asistencia técnica sobre conservación de suelos y seguridad alimentaria, será ejecutada por FONAPAZ con la colaboración de las municipalidades del área y con las organizaciones de usuarios atendidas por el Programa.

**A.7 Servicios financieros rurales.** La estrategia de servicios financieros rurales del Programa se basa en un modelo que promueve el desarrollo de la oferta y la demanda de servicios financieros en el ámbito rural, como un instrumento indispensable para el acceso a los mercados. Este modelo es complementario a las acciones e inversiones de apoyo a las asociaciones de productores y sus planes de encadenamiento empresarial, y se plantea para ser puesto en práctica bajo un esquema diferenciado de atención, en correspondencia directa al nivel de desarrollo y capitalización de las organizaciones de productores.

**A.8 Caminos rurales de acceso.** Las inversiones de rehabilitación y mejoramiento de caminos rurales de acceso son en apoyo a la línea principal del Programa por lo que corresponde a facilitar el acceso a los mercados, el transporte y la comunicación, y la creación de negocios rurales y microempresas. El objetivo del subcomponente consiste en que los usuarios del Programa cuenten con vías de acceso entre aldeas, caseríos y cabeceras municipales rurales que faciliten los procesos de desarrollo y de expansión económica en el ámbito territorial de El Quiché.

**B. FORTALECIMIENTO ORGANIZACIONAL Y DESARROLLO TERRITORIAL**

**B.1.** Los objetivos del Componente buscan: i) Contribuir al mejoramiento del capital social y humano, fortaleciendo las capacidades organizativas de las comunidades, y de administración/ gestión y toma de decisiones para el desarrollo local y municipal. Estas acciones, que son clave para la cohesión social comunitaria y para la sostenibilidad general de las inversiones del programa, serán fortalecidas por medio de infraestructura social básica, incluyendo instrumentos ahorradores de trabajo para la mujer; y ii) Fortalecer la capacidad de los gobiernos locales y municipales para la gestión efectiva del desarrollo rural territorial.

**B.2 Estrategia de intervención.** La ejecución del Programa, y por lo tanto la implementación del componente, buscan dar respuesta a las necesidades diferenciadas de los municipios y comunidades involucradas, por lo que las acciones aquí descritas se rigen, al igual en los otros componentes, por una estrategia dual y complementaria de intervención: i) Expansión de acciones de desarrollo en municipios prioritarios: estrategia de **inclusión al desarrollo** de las comunidades vulnerables y aisladas de los municipios incluidos en este Programa, y ii) fortalecimiento de las inversiones en las zonas de operación del programa PRODERQUI: estrategia de consolidación productiva y organizativa: **modernización y competitividad rural**. En ambos casos se fortalecerá la capacidad de los gobiernos locales para la gestión efectiva del desarrollo rural territorial, y todas las acciones serán determinadas por una estrategia integral de focalización, de modo de garantizar la participación efectiva de los grupos-objetivo identificados.

B.3 Las líneas de acción e inversión del componente consisten en:  
(i) fortalecimiento organizacional; (ii) desarrollo territorial; (iii) equidad de género e interculturalidad; (iv) capacitación, educación y comunicación/divulgación; y (v) infraestructura social.

B.4 **Fortalecimiento organizacional.** El Programa incluye un proceso de fortalecimiento de las asociaciones de productores, que es la base para buscar la sostenibilidad organizacional, económica y del recurso humano local, tanto de organizaciones formales como no formales, y de las estructuras tradicionales de gobernabilidad local. En relación a la personería jurídica se apoyarán las asociaciones y las cooperativas. Para las organizaciones no formales se apoyarán los procesos de legalización. Se buscará establecer un Convenio con el Instituto Nacional de Cooperativas.

B.5 **Desarrollo territorial.** Partiendo de un enfoque integral de desarrollo rural territorial, la estrategia propuesta consiste en la consolidación operativa de las oficinas municipales de planificación y las oficinas municipales de la mujer de las municipalidades del área del Programa. Esto permitirá incorporar la perspectiva de género en el ámbito territorial y la elaboración de los planes de desarrollo municipal con una visión de encadenamientos empresariales y de promoción de municipios exportadores. Para fortalecer estas oficinas, el Programa realizará convenios interinstitucionales con las municipalidades seleccionadas para apoyar, entre otros: i) procesos sistemáticos de capacitación durante los dos primeros años; ii) materiales y equipos de trabajo especializados (GPS, computadoras, etc.); y iii) acompañamiento técnico por parte de las coordinaciones de género y fortalecimiento organizacional y desarrollo territorial y la unidad de SyE del Programa.

B.6 **Equidad de género e interculturalidad.** La institucionalización o transversalización de la perspectiva de género será el proceso mediante el cual el Programa garantizará que el beneficio del desarrollo rural llegue a las mujeres y los hombres de una manera equitativa e incluyente; La estrategia de promoción de la equidad de género definida por el Programa, incluirá cuatro aspectos importantes: i) creación de condiciones para que las mujeres rurales e indígenas accedan a los servicios y beneficios del Programa; ii) desarrollo de acciones estratégicas que permitan la disminución de las brechas de género existentes entre hombres y mujeres, específicamente referidas a la inserción productiva, el acceso a nuevos mercados, y a la participación real en las organizaciones y en los puestos de toma de decisiones; iii) acceso equitativo a nuevas oportunidades educativas, productivas y de negocio; y iv) promoción y divulgación de los avances en la equidad de género y la institucionalización del enfoque de género en el accionar del Programa.

B.7 **Capacitación, educación y comunicación/divulgación.** A través de este componente se asumirán gran parte de los procesos de capacitación de acuerdo a las necesidades de los diversos grupos-objetivo, pero habrá procesos complementarios que se han incluido en el componente de acceso a mercados. En este componente se dará énfasis al fortalecimiento de las organizaciones, fundamentalmente en la parte productiva, de mercados y retoma el tema de gestión y gerencia de la organización de manera de consolidar a las organizaciones; y de que estas se vinculen a las autoridades locales, los sectores públicos y privados, los servicios financieros y los mercados y empresas locales y extranjeras.

B.8 **Infraestructura social.** El Programa contempla la expansión de infraestructura comunitaria básica desde una perspectiva participativa, de equidad de género y de promoción de la cohesión social. Además de la rehabilitación de los caminos rurales, de gran impacto en el desarrollo social de las comunidades marginadas, se promoverá

la instalación de estructuras simples de recolección de agua para usos diversos, estufas mejoradas y letrinas en los hogares como elementos clave de la estrategia de inclusión al desarrollo.

## II. Disposiciones de ejecución

### 1. Organismo Responsable del Programa

1.1 *Designación.* FONAPAZ, en su condición de Organismo Responsable del Programa, asumirá la responsabilidad general de la ejecución del mismo.

1.2 *Responsabilidades.* Las funciones de FONAPAZ serán las siguientes: i) la implementación de todos los pasos que permitan la puesta en marcha del Programa y de celebrar todos los convenios y acuerdos interinstitucionales necesarios; ii) la designación del Coordinador del Programa; iii) la selección y contratación del equipo técnico de la UGP; iv) la función de nexo institucional y de coordinación con el FIDA; v) la función de nexo institucional y coordinación con el Ministerio de Finanzas Públicas, la Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia y Ministerio de Relaciones Exteriores; y vi) la supervisión, orientación y medición del efecto y del impacto del Programa.

### 2. Unidad Gerencial del Programa (UGP)

2.1 *Funcionamiento y constitución.* FONAPAZ, a través de su director ejecutivo, constituirá una UGP, que dependerá directamente del mismo o de quien éste designe. La UGP gozará de independencia financiera y administrativa dentro de los marcos de la legislación vigente y de acuerdo a la normativa interna de FONAPAZ. La UGP tendrá como mínimo el siguiente personal: i) gerente del programa; ii) especialista administrativo financiero contable; iii) especialista en planeación, SyE; iv) especialista en infraestructura productiva; v) especialista en contrataciones y adquisiciones; vi) asistente administrativo contable; vii) una secretaria ejecutiva; viii) un piloto; ix) personal de apoyo logístico, y x) un encargado por cada componente del Programa. La UGP estará localizada en Santa Cruz de El Quiché, con oficinas regionales en otros municipios del área del Programa.

2.2 *Responsabilidades.* La UGP será responsable, entre otras, de la gerencia y supervisión de las actividades cotidianas del Programa, en particular: i) preparar los programas operativos anuales (POA) para la aprobación del Organismo Responsable del Programa; ii) implementar las acciones incluidas en los POA e informar sobre la marcha del Programa a la dirección ejecutiva de FONAPAZ o a quien ésta designe y al FIDA; iii) preparar los términos de referencia cuando aplique, solicitar a quien corresponda dentro de FONAPAZ la contratación y la adquisición de bienes y servicios así como supervisar las labores de los contratistas, prestadores de servicios y consultores encargados de la ejecución de actividades del Programa; iv) mantener una comunicación permanente y fluida con los usuarios organizados con el fin de registrar sus demandas, formular en forma participativa los POA y supervisar en forma constante la marcha del Programa; v) mantener los registros contables correspondientes, coordinar acciones a través de FONAPAZ con el FIDA y administrar en forma adecuada los recursos, y vi) implementar y operar el sistema de seguimiento y producir informes de avance de acuerdo a las disposiciones de los convenios correspondientes. Asimismo, la UGP desempeñará las funciones descritas en el manual de operaciones.

## Anexo 2

### Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo y la Donación.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la Donación y la asignación de los montos del Préstamo y la Donación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Cantidad asignada del Préstamo (en DEG)	Cantidad asignada de la Donación (en DEG)	Porcentaje de gastos admisibles que han de financiarse
I. Equipos y vehículos	280 000		88% de los gastos totales o 100% sin impuestos
II. Capacitación y divulgación	1 620 000	330 000	89% de los gastos totales o 100% sin impuestos
III. Convenios y contratos de servicios	3 330 000		88% de los gastos totales o 100% sin impuestos
IV. Fondos de capitalización	1 880 000		89% de los gastos totales excluyendo los aportes de los beneficiarios
V. Honorarios	1 790 000		100% de los gastos totales
VI. Gastos de operación	865 000		88% de los gastos totales o 100% sin impuestos
Sin asignación	1 085 000		
<b>TOTAL</b>	<b>10 850 000</b>	<b>330 000</b>	

b) Los términos que se emplean en el cuadro *supra* se definen así:

I. Por equipos y vehículos se entienden los gastos para financiar equipos y vehículos para el Programa.

II. Por capacitación y divulgación (Préstamo FIDA) se entienden los gastos incurridos para financiar todos los eventos de capacitación al grupo objetivo, al personal de las municipalidades del área, y a los técnicos del Programa (subcategoría cursos y talleres), además de los materiales de divulgación (subcategoría divulgación).

Por capacitación y divulgación (Donación FIDA) se entienden los gastos incurridos para financiar becas técnicas a jóvenes rurales e indígenas de ambos sexos, manuales de capacitación para esos jóvenes, y estudios de casos.

III. Por convenios y contratos de servicios se entienden los gastos para asistencia técnica, para financiar la contratación de prestadores de servicios; los gastos para estudios y auditorías, para financiar la contratación de consultores que requieran licitación nacional, como las auditorías anuales al Programa y algunos estudios altamente especializados.

IV. Por fondos de capitalización se entienden los gastos admisibles incurridos por:

Capitalización agropecuaria. Se destinará a financiar en forma no reembolsable plantaciones perennes y equipos de riego en las parcelas familiares.

Capitalización ambiental. Se destinará a financiar en forma no reembolsable las inversiones en obras de conservación de suelos, plantaciones forestales comunitarias, y los incentivos y herramientas para los promotores de conservación de suelos a ser contratados por las organizaciones de usuarios.

V. Por honorarios se entienden los honorarios que se cubrirán con cargo al Préstamo para todo el personal del Programa.

VI. Por gastos de operación se entienden combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y misceláneos de oficina, y cualquier otro gasto que se requiera para el funcionamiento de la UGP y de los componentes.

El término "sin asignación" no es una categoría de desembolso. Para su uso se deberá reasignar a las otras categorías de desembolso que presenten deficiencias, previo acuerdo entre el Prestatario/Receptor y el Fondo y de conformidad con los procedimientos internos del Fondo.

2. *Costos de puesta en marcha.* Es autorizado el retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro, hasta un monto total equivalente a 100 000 dólares de los Estados Unidos de América y exclusivamente en las categorías V. honorarios, y VI. gastos de operación.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Plan de Gobierno, Plan de la Esperanza 2008-2011, Guatemala 2008

Política Nacional de Desarrollo Rural Integral, Guatemala, mayo de 2009

Ley del Sistema Nacional de Desarrollo Rural Integral, Guatemala, octubre de 2009

Vulnerabilidad de los Municipios y Calidad de Vida de sus Habitantes, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia, Guatemala, junio de 2008

Informe Nacional de Desarrollo Humano 2005 – Guatemala: Diversidad Étnico-Cultural, Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo

### **IFAD reference documents**

Programme design document (PDD) and key files

Country Strategic Opportunities Programme (2008)

IFAD – Rural Finance Policy

IFAD – Rural Microenterprise Policy

IFAD – Targeting Policy

IFAD – Innovation Policy

# Logical framework

OBJECTIVE HIERARCHY	KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS	MONITORING MECHANISMS AND INFORMATION SOURCES	ASSUMPTIONS
<b>GOAL</b> Contribute to overcoming poverty and improving the livelihoods of the rural and indigenous populations of Guatemala's El Quiché Department.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator).</li> <li>Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator).</li> <li>The Human Development Index in El Quiché increases from low to medium level.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS surveys.</li> <li>Guatemala's Human Development Report (UNDP).</li> <li>National social development reports</li> </ul>	The Government's agenda for rural development/poverty reduction maintains its stated high priority.
<b>PROJECT PURPOSE (Six-year investment)</b> The rural producer associations improve their income and employment generation opportunities through better linkages to production chains and greater access to competitive national and external markets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>36 800 families take part of the project's integral development processes and investments –including at least 30% women-led (RIMS indicator);</li> <li>35% of producer associations' enterprises generate at least 2 000 jobs, of which 50% for women;</li> <li>10% of organized producers diversify their production and introduce better primary production practices;</li> <li>At least, 300 community-based organizations formulate and execute investment plans for local development with gender perspective;</li> <li>30% of women's producer organizations consolidate their production and commercial operations, integrating them to entrepreneurial-linkage support and local and external markets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS impact survey implemented at 1st year, before mid-term and before programme completion</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>Regular P/M&amp;E reports</li> <li>National social and economic development reports</li> </ul>	Market conditions favour productive agricultural growth and exports.  Government allocates the expected counterpart funding.
<b>COMPONENT: ACCESS TO MARKETS</b>			
<b>Output 1: Market Access and Rural Business and Microenterprise Development</b> The organized producers and rural entrepreneurs develop and strengthen their organizational, productive, entrepreneurial and commercialization capacities, establishing and modernizing rural businesses and microenterprises (agricultural and otherwise) and competitively accessing national and external markets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>137 producer organizations/ microenterprises (agricultural/non-agricultural) strengthen their operational capacities, of which 35% are women-run initiatives;</li> <li>37 producer organizations/microenterprises participate of the integrated entrepreneurial-linkage business development process;</li> <li>At least 9 500 producers, involved in producer groups/associations, are trained in best agricultural (manufacturing practices (BAMP), achieving 35% of producers certified in such practices;</li> <li>Organized agricultural producers increase their production aimed at the market (horticulture, organic coffee, etc.);</li> <li>30 environmental enterprises (energy forestry and water conservation) established.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular Planning/M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers</li> </ul>	Comparative advantage for export products, maintained.
<b>Output 2: Productive and Value-Aggregation Infrastructure</b> The rural access road network in the programme area is improved and the production and value-aggregation infrastructure is expanded.	<ul style="list-style-type: none"> <li>220 km of rural access roads, rehabilitated in Programme's strategic zones;</li> <li>28 km of rural access roads, improved in Programme's strategic zones;</li> <li>2 400 producers install drip-irrigation systems for 550 hectares (58% reconversion; 42% new investments);</li> <li>4 medium-size value-aggregation plants built, facilitating the storage, processing/packaging and commercialization of produce.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular Planning/M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers</li> </ul>	Municipalities and communities participate in rural roads programme.  Comparative advantage for export products, maintained.
<b>Output 3: Rural Financial Services</b> Access to credit and financial services by programme beneficiaries is facilitated in the programme area for production, transformation, commercialization and export.	<ul style="list-style-type: none"> <li>70% of programme-supported producer organizations, improve their financial management capabilities;</li> <li>20 producer organizations apply their revolving financial-intermediation funds;</li> <li>9 local rural financial intermediaries, strengthened according to sectoral standards;</li> <li>At least 5 000 agricultural producers (30% women and young people) and 1 300 microentrepreneurs access local financing services (savings, credit);</li> <li>4 new financial products developed by the third year, with financial innovation support.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular Planning/M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>RFS studies</li> <li>Documents and records of organizations/RFS service providers</li> </ul>	The country's legal framework, favourable to the establishment/consolidation of rural microfinancing systems.
<b>COMPONENT: ORGANIZATIONAL STRENGTHENING AND TERRITORIAL DEVELOPMENT</b>			
<b>Output 4: Organizational Strengthening and Territorial Development</b> The communities, their local and municipal development councils, and the municipalities strengthen their organizational, planning and managerial capacities aimed at social and economic development.	<ul style="list-style-type: none"> <li>400 young people receive study and technical education support (scholarships);</li> <li>75% of local organizations involved; and 90% of El Quiché's municipalities (20) strengthen their planning/management capacities for social and economic development;</li> <li>65% of supported groups/associations achieve legal status for productive/commercial purposes;</li> <li>4 000 people involved in literacy programme, of which 60% rural and indigenous women;</li> <li>30% of economic organization's members are women; and their representative and directive bodies include effective women representation (30%);</li> <li>15 municipal women's development offices, strengthened (training; equipment &amp; materials).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Territorial/municipal development plans</li> <li>Regular Planning/M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>Municipal records/archives</li> <li>Documents and records of COCODEs/other organizations</li> </ul>	Concurrent action by municipalities and public/private entities operating in the programme area, generated
<b>Output 5: Basic Social Infrastructure</b> The poor rural and indigenous populations increase their access to basic social infrastructure and labour-saving devices.	<ul style="list-style-type: none"> <li>16% of target-group families reduce in 40 the firewood consumption through 6 000 improved stoves;</li> <li>14 000 families benefit from basic social infrastructure, i.e. 2 500 water harvesting/storing devices; 4 600 latrines; 1 000 water connections through new irrigation systems.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular Planning/ M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and completion evaluations</li> <li>Municipal records/archives</li> <li>Documents and records of organizations/service providers</li> </ul>	Actions and investments harmonized at local level.

N